

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'**AGROALIMENTAIRE** EN BRETAGNE

Atelier thématique n°4 :



PRÉFET DE LA
RÉGION BRETAGNE



Thème n° 4 - «Stratégies collectives»

Soutenir **l'émergence de stratégies collectives** nationales et internationales de filières, et de **projets collaboratifs**, notamment par le **dialogue** professionnel et interprofessionnel, ainsi que par le dialogue social ; contribuer à **l'équilibre des relations commerciales** entre acteurs, de l'amont agricole au commerce de détail.

Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

☐ Objectifs généraux

Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

Contribuer au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

☐ Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires*

Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

*Stratégies d'exportation, promotion des produits

Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles

*Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs

D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités

☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

APPUI: REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

☐ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

☐ Contact

Philippe HERCOUET – DRAAF

- Par téléphone et courriel

Bureau:

Mél: philippe.hercouet@agriculture.gouv.fr

- Participation au(x) point(s) d'étape

Date:

Lieu:

Constitution du groupe

☐ Membres

Valorex
Jean Hénaff SA
Fizbac
Interbovi Bretagne
Adria
Abea
FRSEA Bretagne
CMA
BDI Bretagne
GIS_PCO
CG22
Bretagne Vivante
FCD
Région Bretagne
DIRECCTE Bretagne
DRAAF Bretagne

☐ Industriel pilote

Pierre WEILL – Entreprise Valorex

☐ Secrétaire

Isabelle FRAYSSINET – DRAAF Bretagne

Calendrier des réunions de travail

- ☐ Date 1: 01 février 2013
- ☐ Adresse lieu 1: DRAAF Bretagne – Rennes

- ☐ Date 2: 15 février 2013
- ☐ Adresse lieu 2: DRAAF Bretagne – Rennes

☐ Périmètre et définition du thème

- *Est-il encore possible de créer de la valeur ajoutée au sein des filières, ou doit-on considérer celle-ci comme une quantité figée et dont la répartition procède du rapport de force entre les acteurs ?*
- *Quelles négociations interprofessionnelles sont possibles sur les questions de valeur ajoutée des produits, au sein des filières, dans le respect du droit et sous la contrainte d'un pouvoir d'achat du consommateur qui tend à stagner ?*
- *La loi de modernisation de l'économie doit-elle être simplement mieux appliquée (clarification de ce qui peut être pratiqué et meilleur respect de la loi) ou la libre négociabilité des tarifs est-elle antinomique avec le déséquilibre manifeste du pouvoir respectif de marché des maillons des filières ?*
- *La répercussion des hausses de prix doit-elle obéir à une logique de construction de tarifs en fonction de coûts ou résulter d'un accord contractuel ?*
- *Y a-t-il un juste prix de l'alimentation qui puisse concilier le pouvoir d'achat du consommateur et une rémunération équitable des maillons des filières ?*

Constat et analyse des enjeux - Synergies

☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Constat _ Les relations entre les acteurs des filières agroalimentaires constituent un élément déterminant de la compétitivité de ce secteur. Les industries agroalimentaires en sont le pivot : elles se situent entre un amont agricole, qui fournit des matières premières dont les prix sont soumis aux aléas climatiques et aux marchés internationaux, et une grande distribution très concentrée, qui dispose d'un important pouvoir de marché.

Une grande partie, voire la majorité des productions agricoles et agro-alimentaires Françaises obéit à des modes d'élaboration de la ferme à la table qui constituent des avantages **non perçus par le consommateur** par défaut de communication.

Enjeux _ Assurer une rémunération équitable des acteurs, aux divers stades de la filière et accroître la création de valeur ajoutée

- en contribuant à l'équilibre des relations commerciales
- en soutenant l'émergence de stratégies collectives et de projets collaboratifs

☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

Compétitivité – Demande modification de la LME (dans sa partie réglementation avec l'amont agricole et IAA en adaptant les délais de paiements des matières premières agricoles en fonction des contraintes d'achats)

Emploi et compétences –

Marchés – Demande modification de la LME (dans sa partie réglementation, fixation d'un seuil économique minimum de marge)

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

Actions à déployer à l'échelle nationale:

- Modifier ou recadrer la LME
- Fléchage des démarches collectives et communication réglementaire approprié
 - o Simplifier les modalités d'expertises des démarches collectives hors SIQO
 - o Travail sur des incitations fiscales à la consommation de produits « responsables »

Action nationale avec expérimentation régionale possible :

- Anticiper les nouveaux modes de distribution
- Améliorer la connaissance mutuelle des métiers

Des relations commerciales porteuses d'avenir

Proposition d'action n°1

<p>ACTION: <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Améliorer les relations commerciales des acheteurs vis-à-vis des fournisseurs afin qu'elles soient porteuses d'avenir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Appliquer la LME, avec notamment en renfort des contrôles par les services de l'Etat et l'engagement de procédures contentieuses 2) Modifier la LME afin de cadrer les renégociations en cours d'année 3) Valider les orientations de la future loi de la consommation pour lutter contre l'allongement des délais de paiement et donner un pouvoir d'amende administrative à l'Etat 4) Revoir la clause d'indexation des prix par rapport à la volatilité des matières premières (cf accord du 3 mai 2011) 5) Renforcer l'harmonisation européenne des réglementations, afin d'éviter des distorsions de traitement 6) Permettre à des entreprises agroalimentaires de renforcer leur pouvoir de négociation lors des restructurations par la modification des règles de la concurrence (notion de « position dominante » à réviser dans un contexte de marché réellement européen)
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action. Priorité 1</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du relationnel Fournisseurs/Distributeurs • Sanction des abus ou dérives
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques;</p>	<p>Interaction avec le projet de loi sur la consommation</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Représentants de la production primaire et des IAA Représentants de la grande distribution</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<p>Législatif => 0€ Moyens des services de la DGCCRF pour le renforcement des contrôles</p>

Les démarches collectives

Proposition d'action n°2

<p>ACTION: <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Accompagner les démarches collectives existantes et pas seulement « signes officiels de qualité » et organiser leur fléchage vers le consommateur et les distributeurs, notamment en RHD</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travailler sur la diminution de la lourdeur administrative • Assurer la promotion d'une production issue du respect de réglementations exigeantes en terme environnemental, nutritionnel, social, origine ... • Établir une communication réglementaire appropriée par rapport aux exigences européennes • Envisager la possibilité d'encouragements fiscaux <p>Calendrier : 2013</p>
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p> <p>Priorité 1</p>	<p>Mobilisation de l'Etat et des acteurs de la filière pour accompagner jusqu'au consommateur la promotion de produits issus de modes de production vertueux et répondant à une attente sociétale, permettant ainsi d'assurer une rémunération équitable des acteurs, aux divers stades de la filière et d' accroître et conserver de la valeur ajoutée.</p>
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>En lien direct avec les objectifs régionaux du contrat de filière IAA (innover et mieux vendre), de la nouvelle alliance agricole et du PAAR.</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Cible : IAA</p> <p>Acteurs : représentants des filières agricoles et agroalimentaires, acteurs SIQO</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coût indirect : moyens logistique de réunions • Études, travaux : 25k€

Nouveaux modes de distribution

Proposition d'action n°3

<p>ACTION: <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Anticiper les nouveaux modes de distribution</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les nouveaux modes de distribution (drive, e-commerce, magasins de produits fermiers...) • Y promouvoir les démarches collectives • comment adapter la production par rapport à la demande du consommateur <p>Calendrier : 2013</p>
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p> <p>Priorité 2</p>	<p>Augmentation des possibilités de valorisation des produits au travers de ces nouvelles formes de distribution et de rééquilibrage du rapport producteur/distributeur</p>
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Interaction avec l'atelier marché-export</p> <p>En lien direct avec les objectifs régionaux du contrat de filière IAA</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • IAA et plus particulièrement PME et ETI • Acteurs dont CCI et CMA
<p>COÛT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coût indirect : moyens logistique de réunions • Études, travaux : 25k€

Démarche culturelle IAA/Distribution

Proposition d'action n°4

<p>ACTION: <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Améliorer la connaissance mutuelle des métiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en place des groupes de réflexion entre distributeurs et industriels • organiser des stages de découverte
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p> <p>Priorité 2</p>	<p>Amélioration du relationnel Producteurs/Distributeurs par une meilleure appréhension des objectifs, enjeux et contraintes de chacun</p>
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Possibilité d'expérimentation régionale</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>IAA et enseignes de la grande distribution Travail en RHD</p>
<p>COÛT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coût indirect : moyens logistique de réunions • stage de découverte : coût à chiffrer